

Qui sont les « Neets », ces jeunes sans emploi, ni formation ?

Les « Neets » échappent au système et sont particulièrement à risque de dépendance. En vingt ans, grâce à des politiques ciblées, leur nombre a considérablement diminué.

CHARLOTTE HUTIN

Décrochage : « Il faut stopper l'hémorragie »

Expert en prévention contre le décrochage scolaire et social depuis plus de vingt ans, le Bruxellois Nader Rezik répond à nos questions.

Quel constat dressez-vous aujourd'hui quant au décrochage scolaire ?

On avait l'habitude d'avoir des jeunes de 14, 15, 16 ou 17 ans qui décrochaient par démotivation, manque de confiance en soi ou d'intérêt pour l'école mais aujourd'hui on se retrouve avec des enfants qui décrochent et il faut stopper cette hémorragie. Pas un jour sans qu'un papa, une maman ou le secteur associatif ne nous sollicitent pour raccrocher les gamins de 8/10 ans ou des ados à l'école.

Pourquoi ?

Les causes sont multiples. Au niveau générationnel, il y a des petits frères et sœurs qui nous disent que leurs aînés ont fait l'école voire l'université et pourtant ils sont chauffeurs Uber ou sans emploi. L'accès à l'emploi pour beaucoup est très difficile. Les problèmes liés à la discrimination sont là et il faut pouvoir les entendre. Par ailleurs, certains, particulièrement chez les plus petits, sont en décrochage car ils sont dans un écosystème dans lequel les enfants sont très violents les uns à l'égard des autres. Le harcèlement scolaire n'est pas un mythe. Pour un gamin parce qu'il est trop gros, qu'il n'a pas la bonne paire de chaussures ou parce qu'il est en minorité dans son école, la violence des mots est telle qu'il y a un mal-être qui se traduit souvent par un "maman, papa, j'ai mal au ventre je ne veux pas aller à l'école". La plupart des jeunes en décrochage sont aussi très actifs sur les réseaux sociaux et particulièrement via les jeux vidéo. Beaucoup ont des avatars. Dans le monde virtuel, ils incarnent des héros ou des chefs de guerre. Ils sont quelque part dans un lieu où ils peuvent cartonner alors que, dans la vie de tous les jours, ils sont sous-estimés et sous-valorisés. Si, à côté de cela, l'école ou un parent lui jette en pleine figure un mauvais bulletin en lui disant qu'il est un âne, ça ne va pas.

Quelles seraient les pistes de solution ?

Beaucoup, parce qu'ils ne sont pas bons en maths ou en néerlandais se voient bloquer le passage à l'année supérieure ou réorientés. Mais ce n'est pas parce qu'on est nul en maths qu'on ne peut pas devenir un excellent réalisateur, prof ou journaliste. Il faut arrêter de faire un focus sur ce qu'ils ne savent pas faire mais axer sur ce qu'ils savent et aiment faire. On sent une volonté des autorités scolaires d'aller vers plus d'inclusion et une égalité d'accès à la réussite pour tous. C'est une bonne chose mais cela doit être structuré et généralisé. On n'est pas enseignant par hasard et on peut faire confiance aux équipes éducatives mais il faut les alléger de tous ces processus administratifs chronophages et énergivores. Qu'on les laisse faire preuve de créativité pour accrocher leurs élèves. Les parents doivent aussi être au cœur du processus, c'est essentiel. Il faut arrêter d'être des parents démissionnaires. Nous bossons au carrefour des quartiers populaires, à Molenbeek, la Ville ou Anderlecht et lorsque nous recevons les mamans et les papas, ils sont parfois démunis ou en manque d'information mais pas démissionnaires. Lorsqu'ils sont inclus dans nos programmes, cela fonctionne !

PATRICE LEPRINCE

Les Belges sont de plus en plus nombreux à poursuivre des études supérieures. La tendance est à la mastérisation, quand elle n'est pas à l'accumulation des masters pour s'offrir une place plus confortable sur le marché du travail, ou pour se permettre un virage à 360 degrés après quelques années en poste. A côté de ces jeunes « sur-qualifiés », d'autres se perdent en chemin. La rupture entre le système scolaire et l'emploi ne s'opère pas.

L'office belge de statistique Statbel s'est intéressée à ces jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ne sont ni en emploi, ni en enseignement, ni en formation. La littérature internationale les regroupe sous l'appellation « Neet » (acronyme de l'anglais « not in education, employment or training »). « Cet indicateur ne tient pas compte du parcours des jeunes, mais bien de leur activité à l'instant T », explique Julien Nicaise, sociologue et directeur de Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE). « Il s'agit potentiellement d'un public à risque. Soit parce qu'ils ont décroché trop tôt du système scolaire, soit parce qu'on ne sait pas très bien ce qu'ils font de leurs journées. Ce qui va in-

fluencer à la hausse la part de Neet, c'est évidemment la proportion de jeunes qui sortent du système scolaire sans qualification particulière. »

Alors que les Neets représentaient 17,7 % des jeunes de 15-24 ans au début des années 2000, ils ne sont plus que 6,7 % à appartenir à cette catégorie, selon Statbel. Après une augmentation suite à la crise financière et économique de 2008, le taux de Neets n'a cessé de diminuer. « Manifestement, les choses s'améliorent dans les trois Régions du pays, ce qui n'a rien de surprenant », souligne Julien Nicaise.

Moins de redoublement

Longtemps négligés par les politiques publiques, ces jeunes ont récemment fait l'objet d'actions ciblées. « Les différents secteurs ont désormais conscience qu'il faut amener les jeunes à un niveau de formation suffisamment élevé pour leur permettre de s'intégrer sur le marché de l'emploi », affirme Julien Nicaise. « Par exemple, avec la Garantie Jeune, le Forem et Actiris font en sorte de mettre les jeunes en formation lorsqu'ils ne peuvent pas leur offrir un emploi. » Les CPAS ont également embrayé, avec la possibilité pour des étudiants de bénéficier du revenu d'intégration sociale. « C'est un investissement sur l'avenir. Les CPAS prennent en charge les jeunes pendant 4-5 ans, pour qu'ils quittent le giron du CPAS par la suite. »

Côté enseignement, le Pacte d'excellence vise un changement des pratiques pédagogiques, accompagné d'une orien-



Les Neets, des jeunes sans emploi, qui ne sont ni à l'école, ni en formation. © DR.

tation positive vers l'enseignement qualifiant. Le taux de redoublement a déjà sensiblement diminué ces dernières années, « avec un impact positif sur l'obtention du CESS », insiste le patron de WBE.

Différences régionales

« Les jeunes les plus vulnérables sont ceux qui interrompent leur scolarité prématurément, sans obtenir de qualification », cible Julien Nicaise. Le décrochage scolaire, défini par Statbel comme « le pourcentage de jeunes de 18-24 ans n'ayant pas obtenu de diplôme de l'enseignement secondaire et ne suivant plus de formation » (à distinguer de l'absentéisme scolaire qui peut s'étendre à différents moments du parcours scolaire), accroît la vulnérabilité sur le marché du travail. Ce taux est lui aussi en diminution, passant de 8,6 % en 2018 à 6,4 % en 2022, avec une légère augmentation en Wallonie. Les facteurs explicatifs ne se situent pas toujours au sein de l'institution scolaire. Les Neets sont, notamment, plus nombreux parmi les garçons (7,5 %) que les filles (5,5 %). « Il existe une corrélation forte entre l'indice socio-économique d'une Région et son taux de Neets », ajoute Julien Nicaise. « Plus une Région est riche, moins elle a de Neets, ce qui se vérifie chez nous. » Au niveau régional, la proportion de jeunes sans emploi, ni en formation est plus élevée à Bruxelles (9,1 %) et en Wallonie (8,4 %) qu'en Flandre (4,9 %). Un écart qui tend à se réduire entre les trois Régions.



Nader Rezik. © LE SOIR.

PANEL
ROSSSEL

Votre avis nous intéresse !

Devenez lecteur conseil et gagnez des cadeaux

Inscrivez-vous vite sur
www.panel-rossel.be/fr



OU SCANNEZ
LE CODE QR

60 x 2 tickets de cinéma à gagner !

LE SOIR

SUDINFO

max

soir mag

RTL info.

CINE
TELE
REVUE

metro

VLAN

7dimanche

SO
SOIR